

L'évolution de l'opinion publique belge : 1971-1974

par Nicole DELRUELLE-VOSSWINKEL

Chargée de cours à l'U.L.B.
Directeur de l'I.N.U.S.O.P.

★

A l'instar d'autres pays d'Europe Occidentale (1), la vie politique belge a longtemps été dominée par l'existence de *trois grandes familles politiques* : 1° un groupe traditionnellement attaché au catholicisme ; 2° un groupe traditionnellement attaché aux partis communiste et socialiste ; 3° un groupe traditionnellement attaché à la bourgeoisie et aux classes moyennes.

Ces trois familles politiques correspondent à *deux déterminants principaux du comportement électoral* : *l'intégration à la communauté catholique et l'identification subjective à une classe sociale*, le premier jouant un rôle capital pour les votes en faveur du PSC-CVP, le second intervenant surtout pour le PSB-BSP et le PLP-PVV.

Pour la première fois en Belgique, un sondage d'opinion post-électoral réalisé au lendemain des élections de 1968 (2), a permis d'apprécier le rôle de ces déterminants, et de voir que les partis composant chaque famille politique, présentent des traits distinctifs quant à la structure de leur électorat, laquelle rend compte de certains types de motivations et de certains modes de participation politique.

Mais en 1965 s'est produit une rupture qui se trouva confirmée lors des élections de 1968 et de 1971. L'enquête précitée de 1968 a permis de déceler le sens des déplacements de voix. Les plus importants venaient du PSC-CVP dans les trois régions du pays et du PSB-BSP, spécialement à Bruxelles et en Wallonie. Encore qu'il ne faille pas négliger les déplacements de voix en sens divers (qui ont d'ailleurs augmenté nettement depuis 1965), on peut dire que les votes des électeurs changeants

(1) Voir notamment : K. LIEPELT, « Esquisse d'une typologie des électeurs allemands et autrichiens ». *Rev. franç. de Sociologie*, IX 1968.

(2) N. DELRUELLE, R. EVALENKO et W. FRAEYS, *Le comportement politique des électeurs belges*. Edit. de l'Institut de Sociologie, Bruxelles, 1970.

se sont portés spécialement sur la VU d'abord, ensuite sur le PVV en Flandre ; à Bruxelles et en Wallonie sur le PLP en premier lieu, ensuite sur les partis communautaires.

La trame de notre vie politique paraissait donc s'être modifiée par l'apparition d'un nouveau type de clivage issu des tensions communautaires et par le changement d'image que le PLP-PVV a su acquérir auprès des électeurs.

Cependant, dès l'enquête de 1968, — et ce fut confirmé maintes fois lors de sondages réalisés par l'Institut Universitaire de Sondage d'Opinion Publique (INUSOP) — il était apparu :

1° Que les gains obtenus par les partis qui avaient bénéficié de ces déplacements de voix, ne pouvaient *trop rapidement* être considérés comme *stables*. On pourrait dire, rejoignant ainsi une thèse défendue par Lockwood à propos de la Grande Bretagne que les électeurs modifiant leur vote manifestaient un *attachement de type « utilitaire »* (3), toujours *susceptible d'une remise en question*.

2° Que les motivations des déplacements de voix présentaient maints aspects *ambivalents*. Ainsi pouvait-on distinguer *deux catégories bien différentes d'électeurs flottants* : les uns, *pragmatiques et réalistes*, paraissent fonder leur choix sur la confrontation des programmes ou des idées, les autres représenteraient ce qu'on a coutume d'appeler le « marais » (4), ce terme désignant l'ensemble des électeurs qui, du fait de leur peu d'intérêt pour la vie politique, n'ont pas de véritable tendance politique.

Autre aspect ambivalent : le fait que l'augmentation des électeurs changeants et flottants paraissait fondée sur plusieurs tensions nouvelles. Outre les tensions socio-économiques et confessionnelles — trame des clivages traditionnels — les tensions communautaires, mais aussi, pour reprendre le diagnostic de L. Huyse (5), des tensions pouvoir central - pouvoirs régionaux ou locaux et des tensions citoyens - pouvoir. Le succès des partis communautaires notamment paraissait également fondé sur les deux dernières tensions citées, ce qui explique que ce succès, paradoxalement, ait été dû en partie au dégoût, à l'aversion des électeurs à l'égard des problèmes communautaires (considérés comme graves mais « loin » dans les préoccupations, car ressentis « en dehors d'eux » et perçus comme faisant partie d'une « culture politique », sorte de nouvelle culture

(3) Par opposition à l'attachement « de solidarité » ; repris dans BOURDIEU, *Le métier de sociologue*. Mouton, Bordas, Paris, 1968, pp. 146 et suivantes.

(4) E. DEUTSCH, D. LINDON et P. WEILL, *Les familles politiques aujourd'hui en France*. Edit. Minuit, Paris, 1966, pp. 19 et suivantes.

(5) *La Relève* no 45, 6 novembre 1971.

de classe — le fait d'appareils étatiques, d'appareils de partis, de journalistes spécialisés — devant laquelle le sentiment d'inégalité est très grand (6).

Au seuil des élections du 10 mars 1974, les questions étaient : se trouve-t-on devant une *altération durable des divisions partisans* ? Les partis communautaires présentent-ils un *nouveau visage de l'opposition* ? (7).

Par rapport à ces interrogations, les élections du 10 mars ont constitué un tournant, arrêtant ou infléchissant des tendances qui n'avaient fait que s'accroître depuis 1965. Outre les explications au niveau du système politique qu'il est nécessaire de considérer, le sens de ces fluctuations doit également être recherché dans l'état de l'opinion depuis 1971. L'apport des sondages d'opinion est ici précieux. Dans les lignes qui suivent, nous présenterons quelques résultats d'enquêtes réalisées dans le cadre du sondage par *panel* (portant sur le même échantillon) que l'INUSOP effectuée régulièrement et qui porte sur 1.500 électeurs belges (8).

Le sondage par *panel* s'avère particulièrement utile quand on désire observer et analyser la stabilité ou les changements des attitudes et des comportements par rapport aux attitudes et aux comportements antérieurs, sans qu'on se heurte au handicap des défaillances de mémoire et des rationalisations. L'intérêt est aussi que les changements qu'on discerne sont, par cette technique, « irréfutables » — ils ne peuvent être imputables à des fluctuations d'échantillonnage dues au hasard —, puisque ce sont les mêmes personnes qui sont interrogées.

Les points que nous nous efforcerons d'éclaircir concernent :

- 1° le sens des déplacements de voix entre 1971 et 1974 ;
- 2° le moment où les décisions se sont cristallisées ;
- 3° la manière dont le climat politique était perçu ainsi que les préoccupations dominantes des électeurs avant les élections ;
- 4° l'impact de certaines attitudes sur les déplacements de voix : analyse des processus.

(6) Cf l'opinion de L. Huyse selon laquelle les fluctuations électorales constitueraient un début d'opposition à la politique de « pacification » et à ses règles de jeu (politique qui consiste à renoncer à pousser la logique des rapports de force jusqu'au bout en menant les grandes négociations dans l'ombre, selon certaines règles de jeu), cf *La Revue* n° 45, 6 novembre 1971.

(7) Ces observations ont été confirmées lors de plusieurs sondages réalisés depuis 1968 (notamment le sondage réalisé à la demande du journal *Le Soir* dans les communes de la périphérie bruxelloise en 1970 et dont les résultats ont paru dans *Le Soir* du 27 juin 1970).

(8) Il s'agit d'un échantillonnage selon la méthode des quotas (ceux-ci tenant compte par arrondissement, de la répartition de la population par âge, par sexe, par taux d'activité, par milieu socio-professionnel et par dimension de la commune).

1. Le sens des déplacements de voix entre 1971 et 1974 (9).

— *L'électorat du PSC-CVP* a manifesté, dans les trois régions, une grande stabilité. L'érosion que l'on constatait lors des élections précédentes vers les partis communautaires, paraît s'être arrêtée.

Une faible érosion semble persister cependant en faveur du PVV en Flandre et en faveur du PSB en Wallonie.

Ce parti a bénéficié de gains venant de tous les autres partis (excepté le PC) mais spécialement à Bruxelles venant d'électeurs ayant voté VU en 1971 ; en Wallonie venant d'électeurs ayant voté RW en 1971.

— *L'électorat socialiste* a manifesté une assez grande stabilité, spécialement en région wallonne, de manière moins nette en région flamande.

L'érosion que l'on constatait précédemment vers les partis communautaires semble s'être arrêtée à Bruxelles et en Flandre.

Dans ces deux régions cependant une érosion apparaît en faveur du PSC-CVP, et, en Flandre, en faveur du PVV. En Wallonie c'est en faveur du PSC mais également du RW qu'une érosion paraît se manifester.

Cependant ce parti a bénéficié de gains appréciables en provenance du FDF à Bruxelles et du RW, du PC et du PLP en Wallonie.

— *L'électorat PLP* a manifesté des tendances bien différentes selon les régions : on observe une grande stabilité en Flandre (où par ailleurs il bénéficie de gains en provenance d'anciens électeurs socialistes).

En Wallonie et à Bruxelles des pertes en faveur d'autres partis ont été enregistrées : à Bruxelles en faveur du PSC et du FDF (de manière assez égale semble-t-il) ; en Wallonie en faveur du RW, ensuite du PSB.

— *Chez les partis communautaires*, c'est au sein du RW que les plus grands flottements paraissent avoir été enregistrés (des gains en provenance d'anciens électeurs PLP mais des pertes en faveur du PSB).

Le FDF paraît avoir perdu davantage de voix en faveur du PSB. La VU a perdu des voix presque exclusivement en faveur du CVP.

Les tendances dominantes traduisent donc un « retour » d'un certain nombre d'électeurs changeants vers le CVP en Flandre et vers le PSC et le PSB en Wallonie et à Bruxelles. Mais outre ces phénomènes de retour, d'autres tendances méritent d'être particulièrement signalées :

— la régression du BSP (dont la régression cependant, en 1965, était moins nette que celle du PSB wallon et bruxellois et avait été en partie compensée aux élections de 1968) ;

(9) Le sens des déplacements a pu être étudié lors d'un sondage réalisé à la demande des journaux *Le Soir* et *De Standaard* au lendemain des élections (résultats parus les 9, 10 et 11 avril 1974).

— des déplacements de voix qui subsistent vers les partis communautaires en provenance des partis traditionnels (du PLP surtout, à Bruxelles et en Wallonie) ;

— des déplacements de voix en provenance du PSB-BSP vers le PSC-CVP, ce qui apparaît comme un phénomène nouveau.

2. Le moment où les décisions se sont cristallisées.






Des sondages effectués auprès du panel de l'INUSOP dès octobre 1972 permettent de suivre l'évolution des intentions de vote.

TABLEAU I
Les intentions de vote de 1971 à 1974

	Déclarent avoir voté en 1971	Intentions de vote octobre 1972	Intentions de vote octobre 1973	Intentions de vote février 1974	Ont voté le 10 mars 1974
PSC-CVP	27,4	25,6	21,8	22,3	30,7
PSB-BSP	24,7	19,0	22,3	20,7	23,4
PLP-PVV	13,6	11,6	13,1	11,8	13,0
FDF-RW	9,4	8,7	10,9	8,2	9,0
VU	7,7	10,6	12,3	8,8	6,9
PC	1,7	1,3	1,2	1,5	1,4
Autre liste	—	—		0,9	1,0
Blanc				5,2	1,9
Refusent de répondre ou hésitent	13,2	23,2	18,3	20,5	12,7

Le tableau I montre que la structuration des choix paraît s'être effectuée essentiellement pendant la campagne électorale.

C'est à l'égard du PSC-CVP que les hésitations paraissent avoir été les plus grandes. Entre les deux élections, la situation des partis communautaires, comme celle du PLP-PVV, paraissait assez stable (et même en augmentation à certains moments). On peut schématiser ainsi le sens de ces fluctuations :

PSC-CVP : 
 PSB-BSP : 
 PLP-PVV : 
 FDF-RW : 
 VU : 

A l'ouverture de la campagne électorale, les électeurs qui hésitaient sur leurs choix étaient particulièrement nombreux : 39 % à Bruxelles, 27 % en Flandre, 32 % en Wallonie (10).

TABLEAU II
Les électeurs de mars 1974

Ont voté en mars 1974 :	Sur 100 électeurs en mars 1974			
	% fidèles « absolus »*	% fidèles ayant hésité**	% nouveaux électeurs	
			décidés début campagne	décidés en cours campagne
Bruxelles				
PSC-CVP	42,4	6,1	18,4	33,1
PSB-BSP	46,5	8,6	18,9	25,9
PLP-PVV	36,7	13,3	10,0	40,0
DFD	42,6	23,4	13,8	20,2
Flandre				
CVP	57,4	18,4	9,2	14,9
BSP	65,8	7,8	18,4	7,9
PVV	40,3	8,1	27,4	24,2
VU	62,5	5,0	25,0	7,5
Wallonie				
PSC	38,8	20,0	7,5	33,7
PSB	50,3	15,5	21,1	13,0
PLP	43,3	20,0	16,7	20,0
RW	33,9	12,5	23,2	30,3

Total = 100

TABLEAU III
Les électeurs de 1971

Avaient voté en 1971 :	Sur 100 électeurs en 1971			
	% fidèles « absolus »*	% fidèles ayant hésité**	% défections dès le début campagne	% défections pendant campagne
Bruxelles				
PSC-CVP	44,0	12,0	36,0	8,0
PSB-BSP	55,1	10,2	20,4	14,3
PLP-PVV	26,8	9,8	36,6	26,8
DFD	41,2	22,7	27,8	8,2
Flandre				
CVP	60,0	19,3	16,3	4,4
BSP	52,1	6,3	29,2	12,5
PVV	67,5	13,5	16,2	2,7
VU	71,4	5,7	11,4	11,4
Wallonie				
PSC	46,3	23,9	25,4	4,5
PSB	55,5	17,1	18,5	8,9
PLP	36,1	16,7	44,4	2,8
RW	41,3	15,2	36,9	6,5

Total = 100

* Mêmes votes en 1971 et en 1974 (début de la campagne également).

** Mêmes votes en 1971 et en 1974, mais au début de la campagne, hésitaient ou manifestaient des intentions différentes.

Les tableaux II et III permettent de situer temporellement les gains et les pertes de chaque parti.

La comparaison de la situation des partis dans les trois régions fait ressortir certaines différences appréciables.

— *Le PSC* : la proportion de fidèles « inconditionnels » parmi ses électeurs est la plus grande en Flandre, les hésitations pendant la campagne électorale paraissent avoir été plus fréquentes en Wallonie et à Bruxelles. Ses gains se sont spécialement produits *au cours* de la campagne électorale, surtout semble-t-il en Wallonie. Il a peu connu de pertes au cours de la campagne.

— *Le PSB* : la proportion de fidèles absolus par rapport à 1971 est la plus faible en Flandre ; parmi les électeurs de 1974 c'est également en Flandre que la proportion de gains est la plus faible.

Les hésitations paraissent avoir été plus fréquentes en Wallonie. Les gains de ce parti semblent en Wallonie s'être inscrits dès avant la campagne électorale, à Bruxelles il y a un peu plus de gains qui se sont produits au cours de la campagne.

Les pertes encourues par ce parti datent semble-t-il de dès avant la campagne.

— *Le PLP* : c'est en Flandre que, par rapport à 1971, il a conservé le plus de fidèles, c'est à Bruxelles qu'il en a conservé le moins. Les hésitations paraissent avoir été plus fréquentes en Wallonie.

Les gains, plus importants en Flandre, paraissent s'être inscrits dès avant la campagne électorale. Il en va de même de ses pertes, excepté cependant à Bruxelles où ses pertes comme ses gains, paraissent s'être produits davantage au cours de la campagne.

— *Les partis communautaires* : c'est la VU qui compte le plus d'électeurs fidèles ; c'est le RW qui compte le plus de « nouveaux » électeurs, pour ce parti, comme pour le FDF les gains paraissent s'être produits surtout au cours de la campagne tandis que pour la VU, ils s'étaient déjà inscrits dès avant la campagne.

Quant aux pertes de ces partis, il semble que c'est dès avant la campagne que leurs anciens électeurs aient changé d'orientation (pas toujours d'ailleurs en se prononçant pour un autre parti).

(10) Cf sondage réalisé pour les journaux *Le Soir* et *De Standaard* du 6 au 13 février 1974 (ces pourcentages sont supérieurs à ceux qui apparaissent dans le tableau I — 20,5 % de non réponses — car parmi ces hésitants un certain nombre énonçaient quand même un choix).

On remarquera en outre qu'à Bruxelles, parmi les « nouveaux » électeurs des partis, ceux qui se sont décidés au cours de la campagne sont plus nombreux que ceux qui étaient déjà décidés auparavant. En Flandre et en Wallonie cette même tendance caractérise seulement le PSC-CVP, pour les autres partis, les gains paraissent davantage s'être inscrits dès avant la campagne (sauf pour le PLP wallon : c'est au cours de la campagne semble-t-il qu'il aurait enregistré certains gains).

TABLEAU IV

Sens des déplacements de voix : comparaison février et mars 1974

Avaient voté en 1971 :	Avaient l'intention en février 1974								
	PSC CVP	PSB BSP	PLP PVV	FD RW	VU	PC	Autre liste	Blanc	Sans réponse, hésitant
PSC-CVP	60,3	5,5	4,6	1,1	6,9	—	0,1	5,2	16,4
PSB-BSP	4,0	62,8	5,4	6,4	3,0	1,5	0,1	2,6	14,1
PLP-PVV	3,1	2,4	54,0	5,5	2,4	1,2	1,0	10,1	20,2
FD-RW	5,8	12,0	2,5	47,3	—	1,4	0,4	4,7	25,8
VU	4,8	2,4	4,3	0,5	73,7	2,4	6,7	2,4	2,9
Totaux = 100									

Avaient voté en 1971 :	Ont voté le 10 mars 1974								
	PSC CVP	PSB BSP	PLP PVV	FD RW	VU	PC	Autre liste	Blanc	Sans réponse,
PSC-CVP	89,4	0,8	3,8	1,0	3,3	—	0,1	0,5	0,5
PSB-BSP	9,3	78,9	4,1	4,5	—	0,4	1,0	0,3	1,4
PLP-PVV	10,2	3,6	72,7	8,1	2,1	—	1,0	0,3	1,8
FD-RW	8,2	14,2	3,4	70,0	—	1,9	1,1	—	0,7
VU	16,0	—	2,4	—	76,0	—	3,8	1,9	—
Totaux = 100									

Le tableau IV permet de déceler certains déplacements de voix, qui semblaient se dessiner au commencement de la campagne électorale et qui ne sont pas traduits en définitive dans les choix électoraux du 10 mars.

La comparaison permet de constater que :

— des déplacements venant du PSC-CVP, et se portant sur la VU mais aussi sur le PSB-BSP et le PLP-PVV semblaient devoir se produire mais ne se sont pas concrétisés ;

— les déplacements venant du PSB-BSP vers le PSC-CVP n'étaient guère prévisibles au commencement de la campagne électorale ;

— les déplacements en provenance du PLP-PVV se sont trouvés tous amplifiés mais celui en faveur du PSC-CVP n'était guère prévisible ;

— les déplacements en provenance du FDF-RW se sont tous trouvés amplifiés ;

— les déplacements en provenance de la VU vers le CVP se sont accrus très sensiblement ; les autres glissements qui paraissaient devoir se produire, ne se sont pas concrétisés.

3. Perception du climat politique et préoccupations dominantes du corps électoral avant les élections.

Le tableau V permet de voir que la perception du climat politique était devenue plus sereine durant la dernière année.

TABLEAU V
Perception du climat politique

	Perception de l'action du gouvernement				
	Très bonne	Assez bonne	Ni bonne, ni mauvaise	Assez mauvaise	Très mauvaise
Octobre 1973	2,1	18,5	59,2	15,4	4,8
Janvier / février 1974	1,8	28,4	53,7	13,0	3,1

	Chances de durée du gouvernement			Climat politique général			
	Va durer jusqu'aux élections	Devra s'en aller avant	Sans avis	Plus de problèmes qu'il y a quelques mois	Autant de problèmes	Moins de problèmes	Sans avis
Octobre 1973	29,8	60,5	9,7	42,8	49,8	2,3	5,1
Janvier / février 1974	68,2	25,3	6,5	23,5	63,8	9,0	3,6

Lors de la chute du gouvernement Leburton, une majorité de l'opinion paraissait regretter qu'il ne puisse se maintenir (66 % désiraient qu'il continuât).

A cela il convient d'ajouter le fait que l'opinion ne paraissait guère sensibilisée aux problèmes politiques dominants : ni les problèmes de

la régionalisation, ni l'affaire Ibramco, ni la question de l'avortement ne paraissaient vraiment susciter de passions (11).

Par contre, certaines préoccupations relatives au maintien du niveau de vie paraissent dominer dans l'opinion. *Le tableau VI* qui reprend

TABLEAU VI
Les préoccupations dominantes

		En %
Crise économique	Croient à une menace	68,6
	N'y croient pas	25,2
	Sans avis	6,2
En cas de crise, ce qui est perçu comme devant être évité en premier lieu :	Augmentation des impôts	11,5
	Blocage des salaires	10,0
	Augmentation des prix	31,3
	Extension du chômage	41,9
	Sans avis	5,3
Les problèmes les plus urgents pour le prochain gouvernement (cité en premier lieu)	La régionalisation	16,8
	La création d'emplois nouveaux	15,2
	La lutte contre la vie chère	56,8
	L'école pluraliste	1,9
	La suppression des administrations superflues	10,7
Dans les positions des partis, perception des problèmes qui intéressent le plus les gens de leur entourage (cité en premier lieu)	Problèmes de leur région	29,5
	Problèmes de leur âge	16,9
	Problèmes de leur profession ou de leur catégorie de revenus	47,5
	Problèmes moraux ou religieux	4,8
	Problèmes internationaux	9,5
Dans les programmes des partis, jugent personnellement comme le plus important (cité en premier lieu)	Programme des équipements collectifs	7,0
	Protection de l'environnement	5,8
	Problèmes moraux (contraception, avortement)	7,0
	Défense du consommateur	39,0
	Programme en faveur des moins favorisés	19,2
	Institutions des régions	6,9
Rôle de l'Etat dans l'économie	14,9	

certaines résultats d'enquêtes réalisées fin 1973 et début 1974, permet à cet égard d'en apprécier toute l'importance : la crainte d'une crise économique, le souci d'éviter le chômage, l'inflation, les problèmes de sa profession ou de sa catégorie de revenu, la défense du consommateur

(11) Ces tendances étaient apparues lors de sondages réalisés en 1973. Ainsi à propos de la régionalisation ceux qui étaient d'avis qu'il fallait la faire absolument ne représentaient que 13 %, la grande majorité émettait des avis très nuancés ; pour l'affaire Ibramco 10 % seulement approuvaient le projet sans réserves, 7 % y étaient fermement opposés, le reste se situait plutôt dans l'indifférence ou les sentiments partagés ; sur la loi relative à l'avortement 30 % approuvaient le principe de la liberté, 13 % en rejetaient entièrement l'idée, la majorité émettaient des avis nuancés.

et des moins favorisés, tels sont les thèmes dominants des préoccupations.

Quant à la perception de la situation politique dans ses perspectives électorales, il est intéressant de noter que si de nombreux électeurs se montraient perplexes quant aux résultats électoraux, les chances des partis communautaires paraissaient excellentes aux yeux de l'opinion (12) (une majorité, dans leur région perspective, pensait qu'ils allaient connaître un succès électoral). Pour aucun parti traditionnel, l'opinion dans sa majorité n'exprimait un avis optimiste. Relativement cependant, le PVV et le CVP en Flandre, de même que le PSB en Wallonie étaient perçus comme devant être un peu plus heureux.

4. Impact de certaines attitudes sur les déplacements de voix.

Analyse des processus.

4.1. Nous nous sommes demandés tout d'abord quelle pouvait avoir été l'influence de certaines attitudes sur la formation des intentions de vote. Les tableaux VII, VIII, IX et X repris en annexe, permettent de se rendre compte de la manière dont les gens ayant des opinions différentes ont formé leur intention de vote sous l'influence des changements dans la scène politique. D'un point de vue formel, les tableaux présentent la relation entre une variable — le vote pour un parti — observée à trois moments différents et d'autres variables observées une fois (au commencement de la campagne électorale). Ces dernières variables jouent un rôle « qualificateur », il s'agit de caractéristiques différenciatrices définissant l'état social et psychologique des sujets. La fécondité du plan d'enquête dépendra évidemment de la sélection de ces variables qualificatrices... Dans les tableaux VII à X, sont utilisées des variables « classiques » : sexe, âge, milieu socio-professionnel, appartenance religieuse et position sur l'échelle gauche-droite, mais aussi certaines opinions relatives à des thèmes spécialement débattus au cours de la campagne électorale. Mais voyons, pour chaque parti, les tendances qui peuvent être dégagées de l'examen de ces tableaux :

1° *Le PSC-CVP (tableau VII)*

— A Bruxelles, a connu semble-t-il une progression dans toutes les classes d'âge ; tous les milieux sociaux ont participé à cette progression ;

(12) Cf sondage réalisé du 6 mars au 13 février 1974 à la demande des journaux *Le Soir* et *De Standaard*.

— En Flandre, a connu une progression plus nette parmi les jeunes en général, parmi les milieux favorisés et les milieux commerçants ; en milieu ouvrier, la tendance serait plutôt au statu quo ; en milieu agriculteur, il semble que ce parti ait connu une régression ;

— En Wallonie, la progression, comme en Flandre, est plus nette parmi les jeunes ; en ce qui concerne les milieux sociaux, ce parti progresse le plus en milieu commerçant et agriculteur ; en milieu ouvrier, comme en Flandre également la tendance est au statu quo.

En ce qui concerne les tendances idéologiques des électeurs on constate :

— A Bruxelles, ce parti a progressé dans toutes les tendances idéologiques mais spécialement parmi ceux qui se situent « à droite » et parmi les catholiques (pratiquants ou non) ;

— En Flandre, ce parti a progressé le plus parmi ceux qui se situent « à gauche » et parmi les non-catholiques ;

— En Wallonie, ce parti a progressé le plus parmi ceux qui se situent « au centre » et « à droite » et parmi les catholiques.

En ce qui concerne les opinions sur la situation politique, certaines opinions n'ont semble-t-il eu aucun effet sur la progression de ce parti, il en est ainsi, semble-t-il, de la crainte d'une crise économique ou des opinions à l'égard de la survie du gouvernement.

A Bruxelles, ce parti a progressé le plus parmi ceux qui prêtent le plus d'importance aux problèmes moraux ; en Flandre, il a le plus progressé parmi ceux qui mettent au premier plan le problème des institutions des régions (il semble avoir un peu décliné parmi ceux qui mettent au premier plan le rôle de l'Etat dans l'économie).

2° *Le PSB-BSP (tableau VIII).*

— A Bruxelles, paraît avoir connu une progression parmi les plus de 40 ans et parmi les milieux ouvriers, employés, et favorisés ; par contre, semble avoir connu une régression parmi les moins de 40 ans et dans les milieux d'indépendants ;

— En Flandre a connu une régression dans tous les milieux sociaux et dans toutes les classes d'âge, mais atténuée semble-t-il parmi les plus âgés ;

— En Wallonie a connu une progression parmi les plus de 50 ans (et un peu semble-t-il parmi les moins de 30 ans), et parmi les milieux ouvriers et commerçants et les milieux favorisés. Il a semble-t-il connu

une régression parmi les classes d'âge de 30 à 50 ans et parmi les agriculteurs et un statu quo dans les milieux d'employés.

En ce qui concerne les tendances idéologiques de ses électeurs, on remarquera que :

— Ce parti progresse en Wallonie et à Bruxelles surtout parmi ceux qui se situent « à gauche » ; à Bruxelles, il paraît progresser légèrement également chez ceux qui se situent « au centre » tandis qu'en Wallonie, il régresse parmi cette même catégorie d'électeurs.

En Wallonie, la progression de ce parti paraît être surtout le fait de non-catholiques. Dans les deux autres régions, l'appartenance religieuse ne paraît guère avoir eu un effet discriminatoire sur les tendances des déplacements de voix.

En Flandre, il en va de même de la notion de gauche et de droite : ce parti régresse quelle que soit l'identification à une famille idéologique.

En ce qui concerne les opinions sur la situation politique, les tendances paraissent assez contradictoires selon les régions :

— A Bruxelles, ce parti progresse chez ceux qui craignent une crise économique, c'est plutôt l'inverse qu'on peut déceler en Wallonie (ce parti progresse le plus chez ceux qui ne partagent pas cette crainte).

En Flandre, c'est parmi ceux qui craignent une crise que le PSB régresse le plus.

— En Wallonie et à Bruxelles, c'est parmi ceux qui souhaitent que le gouvernement dure que ce parti progresse. En Flandre, il régresse également parmi ceux qui partageaient cette opinion.

— En Wallonie et à Bruxelles, il progresse le plus chez ceux qui accordent le moins d'importance aux problèmes moraux et aux institutions des régions. On remarquera que les opinions relatives au rôle de l'Etat dans l'économie ne paraissent guère avoir eu un rôle discriminatoire dans les changements d'opinion.

En Flandre, aucune tendance ne peut être distinguée : ce parti régresse quelle que soit l'importance accordée aux problèmes politiques.

3° *Le PLP-PVV* (tableau IX).

— à Bruxelles, connaît une régression dans toutes les classes d'âge et dans tous les milieux sociaux ;

— en Flandre, connaît une progression dans toutes les classes d'âge (à l'exception des plus âgés) et dans tous les milieux sociaux ;

— en Wallonie, les tendances paraissent assez irrégulières et de peu d'amplitude.

Du point de vue des tendances idéologiques des électeurs, on remarquera :

— à Bruxelles, le PLP régresse surtout chez ceux qui se situent « à gauche » et « au centre » et parmi les catholiques ;

— En Flandre, la progression de ce parti paraît identique, quelle que soit la tendance gauche/droite ; il progresse chez les catholiques surtout (chez les non-catholiques une tendance inverse paraît se dessiner) ;

— en Wallonie, ce parti régresse surtout chez les catholiques.

Concernant les opinions sur la situation politique :

— la crainte d'une crise économique ne paraît pas avoir eu d'effet sur les changements d'opinion à l'égard de ce parti.

— Chez les électeurs qui souhaitent que le gouvernement dure plus longtemps, ce parti régresse à Bruxelles et en Wallonie, il semble progresser chez ceux qui souhaitent que le gouvernement ne se maintienne pas. En Flandre cependant, ces opinions ne paraissent pas avoir eu d'effet sur les tendances électorales. L'importance accordée aux problèmes moraux, à la défense du consommateur et au rôle de l'Etat dans l'économie ne paraît pas avoir eu d'effet sur les tendances constatées dans les trois régions. Il semble toutefois qu'en Wallonie ce soit parmi ceux qui accordent de l'importance aux Institutions des régions que ce parti ait le plus décliné ; en Flandre, il a le plus progressé chez ceux qui n'y prêtent pas d'intérêt.

4° *Le FDF* (tableau X) paraît connaître une progression parmi les personnes de 30 à 40 ans et parmi les milieux commerçants ; dans les autres classes d'âge et dans les autres milieux sociaux, ce parti connaît une régression.

En ce qui concerne les tendances idéologiques de ses électeurs, on notera qu'il a régressé surtout parmi ceux qui se situent « à gauche ».

Ce parti a également connu plus de recul parmi ceux qui craignent une crise économique. Assez paradoxalement, il a reculé surtout parmi ceux qui ne souhaitent pas que le gouvernement se maintienne.

Enfin, son recul semble davantage le fait de ceux qui mettent au premier plan les problèmes moraux et qui n'accordent qu'une importance secondaire ou pas d'importance aux Institutions des régions.

5° *La VU* (tableau X) paraît connaître une progression parmi les personnes de 30 à 40 ans et dans les milieux favorisés ; dans les autres

classes d'âge et les autres milieux, ce parti soit régresse soit connaît un statu quo.

Il régresse parmi ceux qui se situent « à gauche » et parmi les non-catholiques. Il paraît progresser au contraire chez ceux qui se situent « au centre » et « à droite ».

Il semble connaître également un certain progrès chez ceux qui mettent au premier plan la défense du consommateur et les Institutions des régions.

6° *Le RW* (tableau X) connaît une progression chez les moins de 40 ans et parmi les indépendants (commerçants et agriculteurs) ; dans les autres classes d'âge et les autres milieux, il connaît soit une régression soit un statu quo.

Il progresse chez ceux qui se situent « à droite » et chez les catholiques ; il régresse au contraire chez ceux qui se situent « à gauche » et les non-catholiques.

Sa régression semble surtout le fait de ceux qui souhaitent que le gouvernement se maintienne et qui mettent au premier plan les problèmes moraux. Il semble au contraire progresser chez ceux qui accordent plus d'importance à la défense du consommateur et aux Institutions des régions.

4.2. Afin de compléter les observations précédentes, nous avons également étudié les probabilités de changement d'orientation *au cours de la* campagne électorale en fonction des variables qualificatrices sélectionnées (13).

Nous retiendrons surtout certaines tendances caractérisant les déplacements de voix les plus nets qui se sont produits.

A Bruxelles, la probabilité de changement d'orientation est la plus grande :

— du PSB vers le PSC, parmi ceux qui se situent « au centre » et « à droite », parmi ceux qui souhaitent que le gouvernement se maintienne, et parmi ceux qui accordent le plus d'importance aux problèmes moraux ;

— du PLP vers le PSC, parmi ceux qui se situent « à droite », parmi les catholiques, parmi ceux qui craignent une crise économique, parmi ceux qui accordent plus d'importance aux Institutions des régions et au rôle de l'Etat dans l'économie ;

(13) Les tableaux, pour alléger la présentation, ne sont pas repris dans cet article. Ils font intervenir entre le vote de 1971 et celui de 1974, certaines variables « tierces » relatives à certaines attitudes des électeurs recueillies au début de la campagne.

— du PLP vers le FDF, parmi ceux qui se situent « à gauche » ou « au centre » et parmi ceux qui mettent au premier plan les Institutions des régions ;

— du FDF vers le PSC, parmi ceux qui se situent « à droite », parmi les catholiques et ceux qui mettent au premier plan les problèmes moraux ;

— du FDF vers le PSB, parmi ceux qui se situent « à gauche », parmi les non-catholiques, parmi ceux qui n'attachent pas ou peu d'importance aux problèmes moraux et aux Institutions des régions.

En Flandre, la probabilité de changement d'orientation est plus grande :

— du CVP vers le PVV, parmi ceux qui se situent « à droite » et parmi les catholiques non pratiquants ;

— du BSP vers le CVP, parmi ceux qui se situent « à gauche », parmi les catholiques, et parmi ceux qui ne souhaitent pas que le gouvernement se maintienne plus longtemps ;

— du BSP vers le PVV, parmi ceux qui se situent « au centre » et parmi ceux qui craignent une crise économique ;

— du PVV vers le CVP, parmi ceux qui se situent « à gauche » ;

— de la VU vers le CVP, parmi ceux qui se situent « à gauche ».

En Wallonie, la probabilité de changement d'orientation est plus grande :

— du PSB vers le PSC, parmi ceux qui se situent « à droite » et parmi les catholiques, parmi ceux qui ne prêtent pas beaucoup d'importance aux Institutions des régions et au rôle de l'Etat dans l'économie.

— du PSC vers le RW parmi ceux qui ne souhaitent pas que le gouvernement dure plus longtemps et parmi ceux qui n'accordent pas d'importance au rôle de l'Etat dans l'économie (les opinions relatives aux Institutions des régions ne semblent pas avoir eu d'impact).

— du PLP vers le PSC, parmi ceux qui se situent « à droite », parmi les catholiques et ceux qui mettent au premier plan les problèmes moraux.

— du PLP vers le PSB, parmi ceux qui se situent « à gauche », parmi ceux qui craignent une crise économique et parmi ceux qui attachent de l'importance aux problèmes moraux (ni les Institutions des régions, ni le rôle de l'Etat dans l'économie ne paraissent avoir eu d'effet).

— du PLP vers le RW, parmi ceux qui se situent « au centre » et parmi ceux qui mettent au premier plan les Institutions des régions.

— du RW vers le PSC, parmi ceux qui se situent « au centre », parmi les catholiques et ceux qui mettent au premier plan les Institutions des régions.

— du RW vers le PSB, parmi ceux qui se situent « à gauche », parmi les non-catholiques, parmi ceux qui souhaitent que le gouvernement se maintienne, parmi ceux qui mettent au premier plan les problèmes moraux et la défense du consommateur.

4.3. *Analyse des processus par le modèle des classes latentes.*

Le modèle des classes latentes s'avère un moyen d'analyse intéressant pour les données temporelles. Nous avons émis l'hypothèse que dans l'électorat de chaque parti, on pouvait distinguer deux catégories que nous appellerons les « habituels » et les « occasionnels ». A partir d'une simple inspection des données, même celles contenues dans les tableaux relativement complexes que nous avons établis, il est difficile de déceler si les changements sont dus aux comportements des « habituels » ou à ceux des « occasionnels ».

Ainsi un déclin d'un parti, comme son essor, peuvent reposer, l'un comme l'autre, sur des processus bien distincts :

— Les « habituels » peuvent devenir plus « fervents » d'une observation à l'autre, tandis que les « occasionnels » paraissent se détacher.

L'attachement au parti revêtira, dans ce cas, un caractère plus « partisan ».

— Les « habitués » peuvent devenir plus capricieux tandis que les occasionnels deviennent de plus en plus fidèles.

Dans ce cas le parti perdra son caractère « partisan » pour s'ouvrir au grand public.

Or les données brutes ne permettent même pas d'affirmer qu'il soit opportun de rechercher une explication à partir d'une distinction entre « occasionnels » et « habituels ».

Par la méthode des classes latentes, il est possible de partager l'électorat de chaque parti en 2 groupes d'éléments (les classes latentes) présentant des orientations politiques homogènes. Nous renvoyons le lecteur au livre de Raymond Boudon : « l'analyse mathématique des faits sociaux » (14) pour un exposé complet de la méthode suivie. Disons simplement que, pour obtenir un outil d'analyse efficace, l'analyse des données temporelles doit être transposée selon certains principes.

(14) Plon, 1967, pp. 303 et suivantes.

Electeurs (+) et non-électeurs (—) d'un parti au cours de 3 observations

Première observation (votes 1971)	Deuxième observation (intentions février 1974)	Troisième observation (votes 10 mars 1974)		
		+	—	Total
+	+			
+	—			
—	+			
—	—			

Le système d'équations correspondant aux hypothèses spécifiques du modèle des classes latentes s'écrit (15) :

$$\begin{aligned}
 p1.. &= v_1 a_1^1 + v_2 a_2^1 \\
 p.1. &= v_1 a_1^2 + v_2 a_2^2 \\
 p..1 &= v_1 a_1^3 + v_2 a_2^3 \\
 p.11 &= v_1 a_1^1 a_1^2 + v_2 a_2^1 a_2^2 \\
 p1.1 &= v_1 a_1^1 a_1^3 + v_2 a_2^1 a_2^3 \\
 p11. &= v_1 a_1^2 a_1^3 + v_2 a_2^2 a_2^3 \\
 p.111 &= v_1 a_1^1 a_1^2 a_1^3 + v_2 a_2^1 a_2^2 a_2^3 \text{ (où } v_1 = 1 - v_2)
 \end{aligned}$$

Si on résoud les équations du système en remplaçant pour chaque parti, les quantités p1., p.1., ...p111 par les valeurs déduites des tableaux (cf schéma du tableau plus haut), on trouve les solutions suivantes :

- (15) p 1.. : la proportion des personnes classées dans la catégorie des électeurs d'un parti au cours de la première observation
 p.1. : la proportion des personnes classées dans la catégorie des électeurs d'un parti au cours de la seconde observation
 p ..1 : la proportion des personnes classées comme électeur d'un parti au cours de la troisième observation
 p 11. : la proportion des personnes classées comme électeurs d'un parti au cours des 2 premières observations etc...

Toutes ces quantités étant obtenues empiriquement.

Désignons en outre par :

v_1 : la probabilité d'appartenir à la première classe latente

v_2 : la probabilité d'appartenir à la seconde classe latente (quand il y a deux classes latentes on a $v_1 = 1 - v_2$)

a_1^1 : la probabilité d'être empiriquement classé comme électeur au cours de la première classe latente

a_1^2 : la probabilité d'être empiriquement classé comme électeur au cours de la première observation quand on appartient à la seconde classe latente

a_1^3 : la probabilité d'être empiriquement classé comme électeur au cours de la deuxième observation quand on appartient à la première classe latente

a_2^1 : la probabilité d'être empiriquement classé comme électeur au cours de la deuxième classe latente quand on appartient à la deuxième classe latente

a_2^2 : la probabilité d'être empiriquement classé comme électeur au cours de la troisième observation quand on appartient à la première classe latente

a_2^3 : la probabilité d'être empiriquement classé comme électeur au cours de la troisième observation quand on appartient à la deuxième classe latente.

Toutes ces quantités étant inobservables et devant être déduites du modèle des classes latentes.

		Première classe latente				Deuxième classe latente			
		v ₁	a ₁ ¹	a ₁ ²	a ₁ ³	v ₂	a ₂ ¹	a ₂ ²	a ₂ ³
PSC-CVP	Bruxelles . .	0,090	0,557	0,837	0,852	0,909	0,034	0,010	0,091
	Flandre . . .	0,394	0,866	0,774	0,937	0,606	0,118	0,026	0,109
	Wallonie . . .	0,144	0,857	0,679	0,926	0,856	0,052	0,032	0,079
PSB-BSP	Bruxelles . .	0,181	0,714	0,858	0,797	0,819	0,038	0,014	0,056
	Flandre . . .	0,135	0,782	0,896	0,809	0,865	0,048	0,009	0,008
	Wallonie . . .	0,429	0,706	0,774	0,867	0,571	0,112	0,025	0,057
PLP-PVV	Bruxelles . .	0,115	0,805	0,761	0,508	0,885	0,046	0,030	0,045
	Flandre . . .	0,157	0,599	0,841	0,967	0,843	0,023	0,025	0,045
	Wallonie . . .	0,069	0,724	0,690	0,943	0,931	0,043	0,013	0,011
FDf		0,302	0,763	0,664	0,853	0,698	0,124	0,045	0,071
VU		0,133	0,716	0,927	0,866	0,867	0,014	0,034	0,008
RW		0,113	0,612	0,751	0,916	0,887	0,052	0,071	0,041

On voit que la solution du modèle des classes latentes produit une interprétation des processus qu'il n'était pas possible de tirer d'un examen intuitif des données.

Tout d'abord, on remarque qu'il est possible de distinguer deux classes d'électeurs et qu'il est plausible que ces classes correspondent aux désignations qu'on leur a données a priori : on voit que les valeurs des probabilités conditionnelles sont toujours plus élevées dans la classe 1 (électeurs habituels) que dans la classe 2 (électeurs occasionnels).

		Electeurs habituels		Electeurs occasionnels	
		Electeurs habituels apparaissant plus fervents (attachement de plus en plus partisan)	Electeurs habituels paraissant se détacher	Electeurs occasionnels devenant de plus en plus fidèles (ouverture vers le grand public)	Electeurs occasionnels devenant de plus en plus tièdes
PSC-CVP	Bruxelles . .	++		-+	
	Flandre . . .	-+		0	0
	Wallonie . . .	-+		-+	
PSB-BSP	Bruxelles . .	+ -		-+	
	Flandre . . .	+ -			--
	Wallonie . . .	++			-+
PLP-PVV	Bruxelles . .		--	0	0
	Flandre . . .	++		++	
	Wallonie . . .	-+			--
FDf		-+			-+
VU		+ -			+ -
RW		++			+ -

N.B. — Les tendances sont classées selon la comparaison des classes latentes à la première et à la troisième observation ; ++ ou -- : signifient que la tendance est régulière si on tient compte de la deuxième observation. Dans le cas où la deuxième observation paraît en contradiction avec le sens de la tendance, on a +- ou -+ selon que cette deuxième observation est, ou non, supérieure à la troisième observation.

On voit en outre que les gains et les pertes des partis peuvent traduire des processus distincts. La nature de ces processus est résumée dans le tableau de la page précédente.

En conclusion :

Nous terminerons cet exposé en rappelant quelques résultats qui nous paraissent mériter et une réflexion de nature théorique permettant de les situer par rapport à notre système politique, et des recherches empiriques ultérieures plus approfondies destinées à approfondir les relations causales.

1° Les élections du 10 mars dernier apparaissent, par rapport aux trois précédentes élections, comme amorçant un certain tournant : les tendances des déplacements de voix qui n'avaient fait que s'accroître depuis 1965 se sont, si pas arrêtées, fortement atténuées.

Il s'est produit des phénomènes de « retour » des électeurs changeants vers leurs anciennes orientations. Cependant cette tendance n'est pas la seule qu'il faille souligner. Le sens de certains déplacements de voix notamment, mérite attention.

2° La structuration des changements d'orientation paraît s'être produite essentiellement en cours de campagne électorale. Mais avant le commencement de celle-ci, le nombre d'hésitants était très important et pouvait indiquer déjà que le sens des déplacements était susceptible de surprendre.

3° Au commencement de la campagne, les « pronostics » des électeurs quant aux résultats électoraux, peuvent apparaître assez « aberrants », si on se réfère aux résultats du 10 mars. On sait que la perception d'une situation n'est jamais « neutre » : elle est à la fois le reflet des attitudes — par la sélectivité des mécanismes perceptifs — et un des facteurs constitutifs des attitudes. De ce point de vue, il faudrait sans doute revenir sur une conception trop souvent adoptée selon laquelle la perception agit surtout comme « prédiction créatrice » ou « renforçatrice » (16) des attitudes. Dans ce cas-ci, il se pourrait que la perception ait agi essentiellement en tant que prédiction « destructrice » (17).

4° Les élections ont été annoncées à un moment où le climat de l'opinion paraissait assez serein : les problèmes politiques de l'heure ne

(16) Henri JANNE, *Le système social*. Edit. de l'Institut de Sociologie, pp. 48, 167 et 236.

(17) Une analyse des processus pourrait être tentée en prenant comme variable « qualificatrice » ces prévisions elles-mêmes (il se pourrait par exemple qu'ait joué la crainte de donner trop de pouvoir à certaines formations politiques).

paraissaient guère passionner le public. Les préoccupations dominantes concernaient le niveau de vie (coût de la vie, protection du consommateur, etc...).

5° L'analyse des processus qui ont conduit aux choix électoraux du 10 mars, indique que les mêmes motivations ont pu conduire à des comportements électoraux différents (notamment au niveau des régions) et que des motivations différentes ont pu se traduire par des comportements électoraux identiques. Ces observations sont intéressantes dans la mesure où elles indiquent que la compréhension des motivations passe nécessairement par la prise en considération des images et représentations des partis (lesquelles diffèrent selon les régions notamment parce qu'elles sont liées aux candidats présentés, et diffèrent selon les caractéristiques de la situation des électeurs).

6° L'analyse des processus par la méthode des classes latentes a permis également de voir que les gains ou les reculs des partis pouvaient revêtir des significations bien différentes sur le plan de l'attachement « partisan » des électeurs habituels ou du degré d'ouverture à un public plus large et plus occasionnel.

Summary.

The article presents some of the results of public opinion polls that were carried out as a part of a panel poll, organized by the « Institut Universitaire de Sondage d'Opinion Publique » and covering 1.500 Belgian voters.

The article specifically deals with the following items :

— *the meaning of the votes shift between 1971 and 1974 (as far as voting intentions were concerned) ;*

— *the moment at which voting decisions crystallized in the 10-3-74 elections ;*

— *the way in which the political climate was perceived, and the predominant cares voters had before the elections ;*

— *the impact of certain attitudes on votes shifting : an analysis of these processes (specifically by the latent class approach).*

ANNEXE

TABLEAU VII : Votes PSC-CVP (en % du total de la catégorie)

	BRUXELLES			FLANDRE			WALLONIE		
	Votes PSC en 1971	Intentions février 74	Votes mars 74	Votes PSC en 1971	Intentions février 74	Votes mars 74	Votes PSC en 1971	Intentions février 74	Votes mars 74
SEXE									
Masculin	4,4	5,9	15,6	36,4	27,3	37,9	12,2	11,1	20,1
Féminin	12,1	10,9	17,1	47,0	36,3	48,8	21,6	14,2	20,6
AGE									
— 30	3,5	3,5	15,8	28,6	20,6	36,5	11,8	5,9	17,6
30-40	10,7	10,7	16,4	34,2	25,0	36,5	19,5	17,2	27,6
40-50	10,4	10,4	16,7	43,0	40,3	45,8	17,1	12,2	17,1
50-60	6,4	4,8	11,3	50,0	38,6	50,0	11,8	13,1	14,5
60-70	7,1	9,5	19,0	58,5	32,1	51,9	17,9	8,9	20,9
+ 70	22,1	22,2	27,8	52,9	47,0	47,0	31,0	20,7	27,6
MILIEU									
SOCIO-PROFESSIONNEL									
Ouvrier	8,6	8,6	14,3	43,9	34,1	43,5	15,3	9,4	15,9
Employé	8,4	7,6	16,1	36,8	28,7	40,7	17,4	15,6	19,3
Commerçant	7,0	7,0	19,0	33,3	20,8	40,4	6,4	6,4	19,1
Cadres	10,7	12,5	17,8	35,5	29,0	45,2	23,2	13,9	27,9
Agriculteur	—	—	—	76,0	52,0	56,0	39,1	34,8	47,8
SITUATION ECHELLE									
GAUCHE-DROITE									
Gauche	2,2	2,2	7,8	13,3	13,3	24,4	8,3	2,8	8,9
Centre	9,3	6,7	17,3	33,3	22,2	31,3	18,2	15,1	30,3
Droite	12,8	20,0	32,3	63,6	51,5	61,5	43,8	43,8	49,1
APPARTENANCE									
RELIGIEUSE									
Catholique pratiquant	23,1	20,7	31,4	55,5	44,5	55,8	38,9	28,2	42,0
Catholique non prat.	3,1	5,4	13,1	23,0	10,3	23,0	8,2	8,2	13,3
Non catholique	2,6	—	3,9	—	—	5,9	3,9	—	2,6
Craignent 1 crise éconóm.	7,8	8,7	16,4	42,6	33,0	43,0	18,1	12,7	19,7
Ne craign. pas 1 crise éc.	10,3	10,3	14,9	44,1	33,3	43,5	12,0	13,2	20,5
Souhait. que le gvt dure	11,4	12,0	19,3	42,5	33,8	44,6	20,3	14,8	21,6
Ne souhait. pas qu'il dure	4,4	5,5	11,1	33,3	27,8	36,7	4,5	3,0	9,1
CONSIDERENT DANS LES PROGRAMMES									
DES PARTIS									
Problèmes moraux									
Cité 1er lieu	3,3	8,7	20,6	44,7	37,2	47,9	16,9	12,9	20,2
Cité 2e et 3e lieu	8,7	7,4	14,3	41,8	32,1	41,2	18,9	13,5	21,6
Non cité	16,4	10,9	13,2	34,6	21,1	41,2	7,7	7,7	13,5
Défense du consommat.									
Cité 1er lieu	7,1	8,1	15,3	44,5	33,5	43,3	17,7	13,4	19,1
Cité 2e et 3e lieu	7,2	8,7	20,3	38,8	31,3	43,3	19,5	14,3	27,3
Non cité	16,7	9,5	12,2	27,8	22,2	41,7	5,3	2,6	13,1
Institution des régions									
Cité 1er lieu	2,8	6,9	11,1	39,8	30,7	46,0	16,0	11,0	20,0
Cité 2e et 3e lieu	9,1	9,6	20,6	43,2	33,5	41,0	19,3	14,6	20,2
Non cité	13,3	6,7	8,5	38,6	28,1	45,6	9,2	7,7	20,1
Rôle de l'Etat dans l'économie									
Cité 1er lieu	7,8	6,0	18,1	37,7	28,1	35,1	16,0	14,1	22,4
Cité 2e et 3e lieu	7,1	11,8	17,5	47,3	36,4	48,5	18,8	13,1	18,3
Non cité	12,3	6,1	9,4	31,4	25,5	44,0	11,8	5,9	19,6

TABLEAU VIII : Votes PSB-BSP (en % du total de la catégorie)

	BRUXELLES			FLANDRE			WALLONIE		
	Votes PSB en 1971	Intentions février 74	Votes mars 74	Votes PSB en 1971	Intentions février 74	Votes mars 74	Votes PSB en 1971	Intentions février 74	Votes mars 74
SEXE									
Masculin	14,0	15,4	20,7	18,2	16,9	14,4	41,3	32,3	41,8
Féminin	18,2	17,0	16,5	11,9	8,9	8,4	33,3	35,8	38,2
AGE									
— 30	19,3	14,0	12,3	15,9	12,7	12,7	21,6	17,6	25,5
30-40	17,8	10,7	14,5	13,1	10,5	9,4	36,8	27,6	29,9
40-50	19,4	16,4	22,7	12,5	12,5	11,1	40,2	39,0	39,0
50-60	11,3	19,3	17,7	22,7	20,4	13,6	32,9	27,6	42,1
60-70	14,3	23,8	23,8	11,3	9,4	9,6	47,8	50,7	56,7
+ 70	11,1	11,1	22,2	17,6	11,8	17,6	44,8	48,3	51,7
MILIEU SOCIO-PROFESSIONNEL									
Ouvrier	21,4	22,8	24,3	22,7	20,4	17,5	48,8	48,8	52,9
Employé	17,5	19,1	22,3	10,3	8,0	8,1	38,5	33,0	38,5
Commerçant	9,3	2,3	2,4	6,3	6,3	6,4	12,8	10,6	17,0
Cadres	12,5	12,5	14,3	16,1	12,9	12,9	23,2	16,3	34,9
Agriculteur	—	—	—	—	—	—	17,4	13,0	4,3
SITUATION ECHELLE GAUCHE-DROITE									
Gauche	27,8	31,1	34,4	35,5	37,8	31,1	49,4	56,7	60,0
Centre	8,0	9,3	11,7	12,3	7,4	7,5	22,7	9,1	12,1
Droite	8,6	4,3	3,9	3,0	3,0	3,1	14,0	8,8	14,8
APPARTENANCE RELIGIEUSE									
Catholique pratiquant	4,6	3,4	5,8	4,3	4,3	3,8	16,0	15,3	22,1
Catholique non prat. .	18,5	19,2	21,5	33,3	28,7	24,1	46,2	41,8	42,4
Non catholique	27,3	26,0	27,6	52,9	35,3	41,2	61,8	52,6	69,7
Craignent 1 crise économ.	17,8	18,7	21,9	14,8	12,0	11,1	37,4	34,8	39,8
Ne craign. pas 1 crise éc.	11,8	11,8	11,9	14,0	15,1	14,1	37,3	41,0	48,2
Souhait. que le gvt dure	18,6	21,5	24,1	16,4	15,9	13,7	37,4	38,8	44,0
Ne souhait. pas qu'il dure	9,9	6,6	8,0	13,3	6,7	7,8	37,9	25,7	33,3
CONSIDERENT DANS LES PROGRAMMES DES PARTIS									
Problèmes moraux									
Cité 1er lieu	21,7	23,9	20,6	8,5	10,6	9,6	37,1	35,5	41,1
Cité 2e et 3e lieu	13,0	13,0	16,8	16,8	13,6	12,6	39,2	34,2	41,9
Non cité	14,5	14,5	22,6	17,3	13,5	11,8	25,0	34,6	32,7
Défense du consomm.									
Cité 1er lieu	15,2	15,7	18,4	15,8	12,3	11,6	38,9	35,3	42,4
Cité 2e et 3e lieu	15,9	15,9	15,9	11,9	13,4	13,4	36,4	33,8	37,7
Non cité	19,0	21,4	26,8	11,1	13,9	8,3	21,0	31,6	31,6
Institution des régions									
Cité 1er lieu	13,9	9,7	11,1	13,6	11,4	12,6	38,0	29,0	40,0
Cité 2e et 3e lieu	17,0	18,7	20,6	15,7	13,0	11,5	40,3	39,5	44,2
Non cité	15,0	18,3	23,7	12,3	14,0	10,5	21,5	26,1	27,1
Rôle de l'Etat dans l'économie									
Cité 1er lieu	14,6	14,6	19,0	18,4	13,1	14,0	39,1	37,2	44,9
Cité 2e et 3e lieu	18,1	18,1	16,7	12,1	12,1	9,2	39,3	34,0	39,8
Non cité	13,8	16,9	23,4	13,7	13,7	14,0	19,6	29,4	29,4

TABLEAU IX : Votes PLP-PVV (en % du total de la catégorie)

	BRUXELLES			FLANDRE			WALLONIE		
	Votes PLP en 1971	Intentions février 74	Votes mars 74	Votes PLP en 1971	Intentions février 74	Votes mars 74	Votes PLP en 1971	Intentions février 74	Votes mars 74
SEXE									
Masculin	19,1	15,4	13,3	12,3	15,6	18,9	11,1	6,9	5,3
Féminin	9,1	8,5	6,7	10,7	14,9	19,3	7,3	4,9	9,8
AGE									
— 30	8,8	8,8	3,5	15,9	19,0	23,8	11,8	9,8	9,8
30-40	10,7	5,3	3,6	10,5	15,8	16,2	9,2	4,6	3,4
40-50	17,9	16,4	10,6	11,1	9,7	13,9	7,3	7,3	8,5
50-60	11,3	11,3	12,9	9,1	15,9	20,4	15,8	7,9	14,5
60-70	21,4	14,3	19,0	11,3	20,7	28,8	6,0	3,0	4,5
+ 70	11,1	16,7	11,1	5,9	5,9	5,9	—	—	3,4
MILIEU									
SOCIO-PROFESSIONNEL									
Ouvrier	10,0	8,6	5,7	6,8	9,8	15,3	2,9	2,3	4,1
Employé	9,2	7,6	6,9	20,7	19,5	22,1	10,1	4,6	6,4
Commerçant	30,2	23,2	23,8	16,7	22,9	27,6	27,6	19,1	23,4
Cadres	16,1	14,3	10,7	2,2	6,4	6,4	9,3	7,0	7,0
Agriculteur	—	—	—	8,0	28,0	32,0	13,0	8,7	8,7
SITUATION ECHELLE									
GAUCHE-DROITE									
Gauche	6,7	5,5	3,3	6,7	11,1	15,6	6,1	2,8	4,4
Centre	21,3	26,7	12,0	21,0	21,0	27,5	15,1	12,1	13,6
Droite	14,3	12,8	14,7	7,6	11,4	12,3	17,5	12,3	12,3
APPARTENANCE									
RELIGIEUSE									
Catholique pratiquant	12,6	12,6	8,1	9,5	13,3	15,9	9,2	6,9	8,4
Catholique non prat.	16,9	11,5	10,8	14,9	18,4	27,6	12,6	5,1	8,9
Non catholique	10,4	10,4	10,5	23,5	23,5	17,6	3,9	3,9	3,9
Craignent 1 crise éconóm.	12,8	8,7	9,1	12,9	17,2	20,8	9,0	6,0	7,7
Ne craign. pas 1 crise éc.	13,2	20,6	10,4	10,7	10,7	14,1	10,8	6,0	6,0
Souhait. que le gvt dure	11,4	10,2	7,8	13,5	17,4	22,0	7,6	4,5	5,8
Ne souhait. pas qu'il dure	14,3	16,5	14,4	8,9	12,2	14,4	13,6	13,6	15,1
CONSIDERENT DANS LES PROGRAMMES DES PARTIS									
Problèmes moraux									
Cité 1er lieu	5,4	5,4	8,7	10,6	11,7	15,9	6,4	4,8	5,6
Cité 2e et 3e lieu	16,8	15,5	9,9	12,5	17,4	19,8	7,2	4,0	5,8
Non cité	16,4	10,9	11,3	7,7	13,5	21,6	23,1	17,3	19,2
Défense du consommat.									
Cité 1er lieu	14,2	12,7	9,2	12,3	15,8	19,6	9,5	5,3	7,1
Cité 2e et 3e lieu	10,1	14,5	10,1	10,4	14,9	16,4	3,9	6,5	5,2
Non cité	14,3	2,4	12,2	5,5	11,1	19,4	15,8	10,5	15,8
Institution des régions									
Cité 1er lieu	13,9	18,0	11,1	7,9	11,4	12,6	10,0	4,0	7,0
Cité 2e et 3e lieu	12,5	10,8	9,1	14,1	18,4	22,4	6,0	4,3	4,7
Non cité	15,0	6,7	10,2	7,0	10,5	17,5	18,5	15,4	18,5
Rôle de l'Etat dans l'économie									
Cité 1er lieu	16,4	16,4	10,3	14,0	25,4	25,4	7,0	4,5	5,8
Cité 2e et 3e lieu	11,0	11,0	9,5	9,7	9,1	14,1	7,8	5,2	7,3
Non cité	12,3	4,6	9,4	9,8	11,8	20,0	19,6	13,7	13,7

TABLEAU X

Votes en faveur des partis communautaires (en % du total de la catégorie)

	BRUXELLES			FLANDRE			WALLONIE		
	Votes FDF en 1971	Intentions février 74	Votes mars 74	Votes VU en 1971	Intentions février 74	Votes mars 74	Votes RW en 1971	Intentions février 74	Votes mars 74
SEXE									
Masculin	35,3	24,3	31,1	13,6	16,2	14,4	11,1	16,9	13,8
Féminin	29,7	21,8	31,1	8,3	14,3	10,2	12,2	13,2	14,7
AGE									
— 30	28,1	19,3	26,3	14,3	19,0	11,1	15,7	21,6	21,6
30-40	30,4	25,0	38,2	13,1	21,0	23,0	13,8	12,6	20,7
40-50	35,8	23,9	28,8	12,5	13,9	9,7	14,6	18,3	11,8
50-60	43,5	32,2	38,7	6,8	6,8	6,8	7,9	17,1	7,0
60-70	26,2	14,3	28,6	5,7	15,1	5,8	8,9	10,4	7,4
+ 70	16,7	16,7	16,7	5,9	5,9	11,8	3,4	3,4	3,4
MILIEU									
SOCIO-PROFESSIONNEL									
Ouvrier	32,8	18,6	25,7	10,6	14,4	13,0	6,5	7,6	4,5
Employé	37,4	28,2	36,1	12,6	20,7	12,8	14,5	21,1	15,3
Commerçant	11,6	20,9	21,4	16,7	14,6	14,9	17,0	25,5	20,3
Cadres	33,9	17,8	32,1	6,4	16,1	12,9	23,2	23,2	22,2
Agriculteur	—	—	—	—	4,0	—	4,3	4,3	17,4
SITUATION ECHELLE									
GAUCHE-DROITE									
Gauche	40,0	23,3	28,9	20,0	17,8	13,3	12,2	13,7	10,0
Centre	28,0	24,0	38,7	8,6	17,3	15,0	16,7	21,2	16,7
Droite	30,0	27,1	27,9	11,4	18,9	14,6	8,8	8,8	12,3
APPARTENANCE									
RELIGIEUSE									
Catholique pratiquant	33,3	26,4	30,7	9,9	15,6	11,6	11,4	16,0	14,0
Catholique non prat.	36,1	25,4	33,8	12,6	19,5	12,6	13,3	13,9	15,7
Non catholique	27,3	18,2	25,0	11,8	—	5,9	13,1	11,8	9,2
Craignent 1 crise éconóm.	33,3	26,9	31,0	11,0	16,3	10,0	12,7	17,4	13,0
Ne craign. pas 1 crise éc.	30,9	13,2	31,3	9,7	14,0	10,9	4,8	6,0	2,8
Souhait. que le gvt dure	26,3	22,1	27,7	6,3	11,0	6,3	11,7	13,7	7,5
Ne souhait. pas qu'il dure	43,9	29,7	37,8	21,1	24,4	20,2	18,2	19,7	28,8
CONSIDERENT DANS LES PROGRAMMES DES PARTIS									
Problèmes moraux									
Cité 1er lieu	32,6	19,6	21,7	14,9	17,0	14,9	12,9	13,7	9,7
Cité 2e et 3e lieu	33,5	27,9	39,1	9,2	16,3	12,6	11,3	18,0	17,6
Non cité	25,4	14,5	20,7	7,7	9,6	5,9	9,6	3,8	9,6
Défense du consommat.									
Cité 1er lieu	34,5	28,4	33,7	9,3	16,7	12,5	10,9	16,3	14,8
Cité 2e et 3e lieu	33,3	15,9	30,4	14,9	17,9	16,4	13,0	13,0	13,3
Non cité	16,7	9,5	17,1	11,1	2,8	2,8	13,1	7,9	7,9
Institution des régions									
Cité 1er lieu	41,7	36,1	51,4	19,3	25,0	21,8	19,0	22,0	21,0
Cité 2e et 3e lieu	31,3	22,1	26,9	7,0	13,5	9,8	8,6	13,7	12,9
Non cité	21,7	10,0	16,9	8,8	7,0	5,3	10,8	7,7	7,7
Rôle de l'Etat dans l'économie									
Cité 1er lieu	35,3	30,2	33,6	9,6	14,0	10,5	10,9	14,7	11,2
Cité 2e et 3e lieu	32,3	21,3	32,5	12,7	20,0	15,9	11,5	16,7	17,3
Non cité	24,6	13,8	21,9	5,9	3,9	4,0	13,7	7,8	7,8